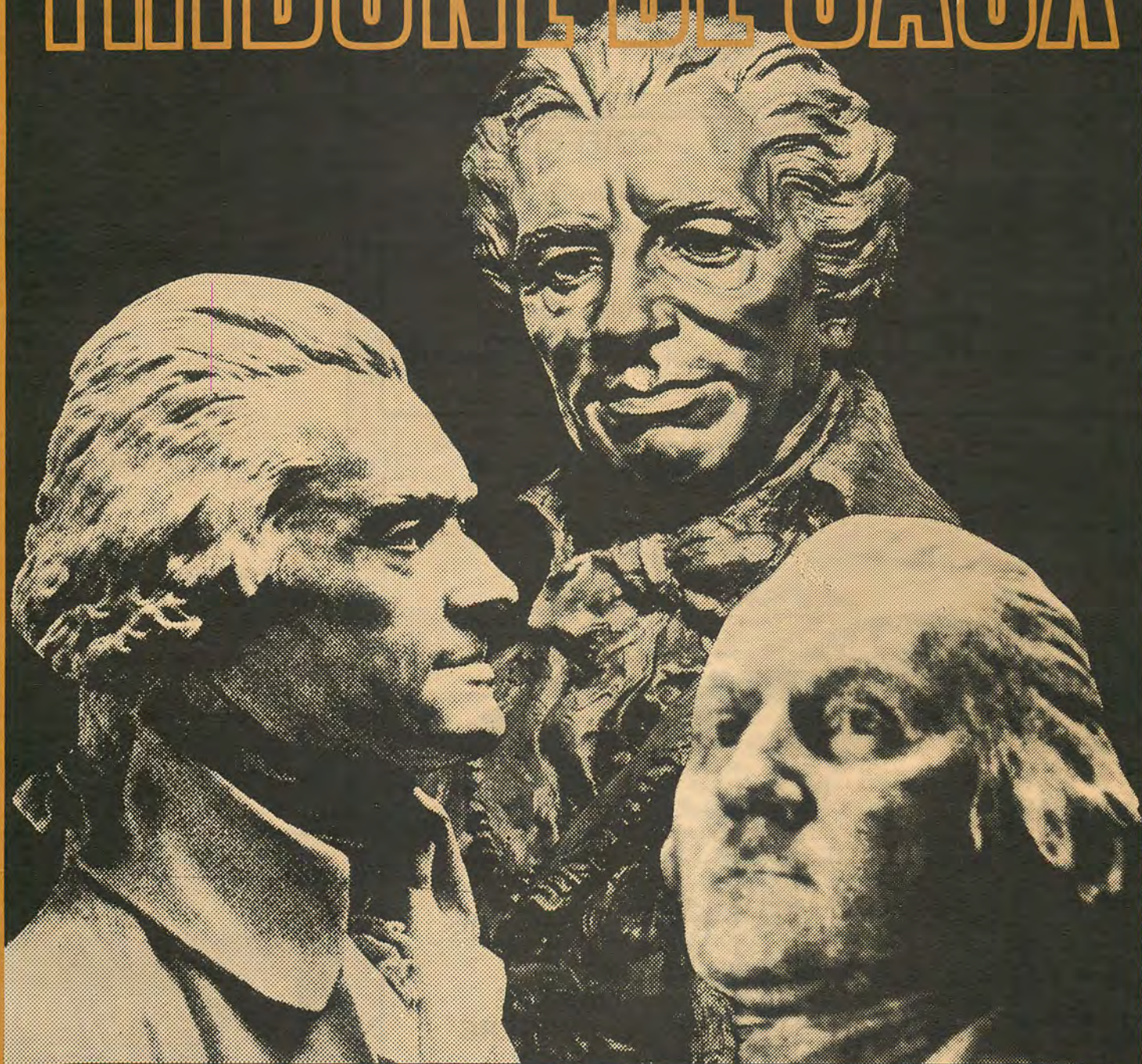


TRIBUNE DE GAUCHE



Le bicentenaire des Etats-Unis

**RETOUR AUX
SOURCES**

Kramer Kramer Kramer

Kramer SA
Grand-Rue 54
Tél. (021) 61 61 61
1820 Montreux

Place Hôtel-de-Ville
Tél. (021) 51 32 32
1800 Vevey



Articles souvenirs
Papeterie
Machines
à écrire
Calculatrices
électroniques
de poche
et de table

**PITTELOUP
CLARENS**

Envois pour tous pays
de petits fromages et
de chocolats suisses

COIFFEURS

Coiffure-Parfumerie ELLE et LUI
I. Fontana, maîtrise fédérale
Grand-Rue 74 Tél. 62 43 22

Glion - Coiffure
Dames - Messieurs
Marcel Favre Tél. 61 34 14



Ed. SUTER S. A.

Viandes

Charcuterie

Conserves

Villeneuve - Montreux

Depuis 100 ans
au service de la qualité

LA RÉGION DE MONTREUX



**VOUS
ACCUEILLE**

PHOTO STUDIO 5



**marcel
lerouge
photographe**
Grand-Rue 42
1^{er} étage
Tél. 61 27 78



AUDI - NSU

**GARAGE
DE BERGÈRE
VEVEY**

J.-L. Herzig Tél. 51 02 55

TÉLÉPHONE

Mérinat

ÉLECTRICITÉ

Entreprise d'installations
Maîtrises fédérales
Concession « A » des PTT
Articles ménagers - Lustrerie
Avenue Paul-Cérésole 12
1800 Vevey

BORNAND
64, Grand-Rue MONTREUX

CERTINA

Revue mensuelle publiée par le Réarmement moral. Le reflet d'une action mondiale visant au changement de la société par le changement de l'homme. L'actualité vue dans cette perspective.

Responsable de la publication : Jean-Jacques Odier. Rédaction et réalisation : Paul-Emile Demlan, Jean-Marc Dücker, Catherine Dickinson-Guisan, Philippe et Lisbeth Lasserre, Danièle Maillefer, Daniel Mottu, Philippe Schweighuth. Administration et diffusion : Rose Algrain, Nancy de Barrau, Jean Flaux, Hélène Golay, Marcel Seydoux. Société editrice : Editions, théâtre et films de Caux S.A. Imprimerie : Corbaz S.A., Montreux.

ABONNEMENTS ANNUELS (12 numéros) :

France : FF 40. Suisse : Fr. s. ; 24.—. Belgique : FB 380. Canada : \$ 10.—. Autres pays par voie normale : FF 45 ou Fr. s. 30.—. Pays d'outre-mer, par avion : FF 55 ou Fr. s. 32.—. Prix spécial étudiants, lycéens : FF 20. Verser le montant de l'abonnement : France : à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou au CCP 32 726 49. La Source, Suisse : à la Tribune de Caux, CCP 10-253 66, Lausanne. Belgique : au Réarmement moral, 287, rue Salzinnes-les-Moulins, 5000 Namur, CCP 000-057 81 60-40 — Bruxelles (avec la mention « abonnement Tribune de Caux »). Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux » à envoyer à : Case postale 3, 1211 Genève 20. Zone franc d'Afrique : par mandat de 2750 francs CFA (abonnement avion) ou 2250 francs (par voie maritime) à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 PARIS), CCP 32 726 49, La Source, France.

Reproduction des articles autorisée avec mention d'origine



L'envers d'une crise

Le cèdre séculaire cède à la folie. On se massacre, on s'égorge, on s'affame.

Déchaînées les vagues de la haine engloutissent une nation. Quel Moïse va faire reculer ces flots pour conduire les siens à un meilleur destin ?

La haine est l'avvers de l'amour. Aimer et haïr se conjuguent en tête-bêche dans notre cœur.

Un jour, on frappe à notre porte. Nous ouvrons. L'autre pénètre. Nous lui faisons de la place. Nous nous trouvons enrichis de sa présence. Il est l'ami aimé.

Un jour, on frappe à notre porte. Nous ne bougeons pas. L'autre pousse la porte. Nous lui refusons la place. Nous nous barricadons contre sa présence. Il est l'intrus haï.

Dans la vie du ménage, le conjoint qui frappe à la porte est l'un et l'autre. L'honnêteté nous le fait avouer. Derrière l'amour que nous croyons avoir se tapit la haine que nous refusons de voir.

Aimer, c'est aussi cette vigilance à guetter la haine qui montre le bout de son nez quand notre conjoint nous irrite.

Se pourrait-il que derrière la haine qui domine certains hommes, il y ait l'amour qu'ils refusent de reconnaître ?

Serait-ce là la petite espérance tapie dans la situation libanaise ?

Il est peut-être plus facile de retourner la haine en amour que de faire jaillir un tel sentiment du néant de l'indifférence.

Les Suisses, pingres ?

On peut se poser la question, après le rejet par le peuple d'un crédit de 200 millions de francs destiné à l'Agence internationale de développement, filiale de la Banque mondiale.

A Berne, c'est la consternation, car on mesure bien que « l'image » de la Suisse ne peut que souffrir de tels événements. On y rappelle cependant qu'il n'existe probablement pas d'autres pays où une telle question fasse l'objet d'un vote populaire et qu'il serait intéressant de voir ailleurs ce qui se passerait en pareilles circonstances.

On peut généralement faire appel à la générosité des Suisses quand ils ont le sentiment que leur argent va au bon endroit. Mais la réserve l'emporte quand il s'agit d'institutions multilatérales d'aide au tiers monde. Ils ont leurs raisons pour cela et elles ne sont pas toutes fausses !

La Suisse a voté non à ce qui lui paraissait la fausse manière d'empoigner le problème de l'aide au tiers monde. Quelle initiative prendra-t-elle maintenant pour manifester de manière tangible sa solidarité à l'égard des peuples ?

Plus fort

Une marque de cigarettes placarde une affiche sous le slogan : « Soyez forts, fumez léger. » Au crayon-feutre un homme avisé écrit : « Soyez plus forts ; ne fumez plus ! »

A TRAVERS CHAMPS

Du ciel...

Ph. Schweighuth

Il faut l'avouer, les énormes progrès accomplis par l'agriculture française depuis trente ans me remplissaient d'une sorte d'orgueil tout à fait injustifié et d'un peu de condescendance envers des pays moins favorisés que le nôtre et que je jugeais un peu retardataires.

Aujourd'hui, le soleil brûlant, le ciel vide depuis des mois, les nuages secs qui passent sur ce que la météorologie appelle encore du « beau temps » remettent tout en question. Les agriculteurs français abordent une épreuve que les plus âgés d'entre eux n'ont jamais connue.

Chaque jour qui passe diminue les espérances de récolte. Chaque jour, les éleveurs se demandent ce qu'ils pourront

sauver de leur troupeau rongé par des pâtures brûlées.

Jusqu'à cette année nos exportations de produits laitiers, de fruits, de vins, de sucre, de céréales payaient nos importations de pétrole. Un sac de blé achetait un baril de brut.

La sécheresse n'est pas encore la famine. Mais elle oblige les Français, qu'ils l'acceptent ou non, à réduire leur train de vie. Peut-être vont-ils comprendre qu'ils sont moins différents qu'ils ne le pensent des hommes que la faim talonne sans cesse dans le Nord-Est brésilien, le Sahel africain ou l'Inde.

Peut-être apprendront-ils à faire meilleur usage d'une richesse qu'ils attribuaient volontiers à leur génie et qui leur venait, en définitive, du ciel.

DEUX CENTS ANS APRES

Des Américains s'expriment sur les orientations que doit prendre leur pays en 1976

THOMAS PHILLIPS préside la plus grosse entreprise du Massachusetts, la Raytheon Corporation, qui fabrique des équipements électroniques et emploie 25 000 personnes. Cet ancien ingénieur d'origine grecque représente le type de l'homme d'affaires efficace, ambitieux et agressif. Pourtant, malgré ses succès, Phillips ressent « un grand vide intérieur ». Au cours d'une croisade de Billy Graham, il fait une expérience religieuse qui bouleverse sa vie et transforme l'atmosphère autour de lui.

Le **PROFESSEUR RICHARD BROWN** est né dans une famille de mineurs de la Virginie de l'Ouest. Il passa une bonne partie de sa carrière au collège d'enseignement supérieur de Bluefield, dont il fut pendant plusieurs années doyen du corps professoral. Lorsque la politique officielle d'intégration scolaire transforma la physionomie du collège en y introduisant une majorité d'étudiants blancs, Brown se mit à collaborer étroitement avec le nouveau recteur, un Blanc, s'exposant aussitôt à toutes sortes de résistances et de brimades de la part des extrémistes noirs. Il dit avoir puisé dans le moment de silence quotidien la sagesse et la force qui lui permirent d'empêcher les confrontations violentes. Depuis sa retraite, il a beaucoup voyagé, notamment en Afrique australe.

L'**AMIRAL DENTON** dirige à Norfolk le Collège d'état-major des forces armées, qui accueille des officiers des Etats-Unis et des pays de l'OTAN pour des cours intensifs sur des sujets politiques et militaires. Il se dit particulièrement préoccupé par la qualité des relations des Etats-Unis avec le reste du monde, même si ses fonctions actuelles le contraignent à une certaine réserve. Pilote dans la marine, il est abattu en 1965 à la tête de son escadrille près de Hanoï. Il passe les sept années qui suivent en prison, dont quatre dans un isolement total. Torturé à plusieurs reprises, Denton affirme avoir trouvé dans sa foi catholique la force de surmonter l'épreuve. C'est alors qu'il rédigeait une thèse sur la « construction de la communauté atlantique » qu'il entendit parler pour la première fois du Réarmement moral.

RANDY RUFFIN habite Richmond avec son mari et sa fille Catherine. Après ses études d'anthropologie à l'Université de Vassar et à la London School of Economics, elle se consacre à plein temps au travail du Réarmement moral en Europe et en Inde. En 1971, un an après leur mariage, elle et son mari, qui commençaient une carrière prometteuse dans l'Administration, décident que « au lieu de huiler les rouages de la machine », ils doivent œuvrer à une réorientation de la vie américaine. Ils s'installent en Virginie, où elle maintient son foyer largement ouvert aux visiteurs et collabore à diverses publications.

Quelles sont les préoccupations des Américains de 1976 ? Nous nous sommes entretenus avec un amiral, un chef d'entreprise, une mère de famille et un professeur. Ces quatre Américains ont ceci de particulier qu'ils ne se contentent pas de récla-

mer des changements, mais qu'ils agissent pour les provoquer.

Leurs propos ne visent ni à convaincre, ni à justifier. Nous espérons seulement qu'ils contribueront à faire mieux comprendre — et mieux aimer — l'Amérique.

Q : Le bicentenaire sera-t-il l'occasion pour les Américains de réfléchir à la vocation de leur pays ?

Amiral Denton : Pendant ma captivité j'ai acquis la conviction, renforcée par la situation que j'ai trouvée à mon retour du Vietnam, que trop d'Américains sont en train d'oublier les valeurs qui ont fait la grandeur de mon pays. Sachons payer le prix de la liberté. La paix entre les nations dépend de l'intégrité morale de chaque citoyen. Notre déclaration d'indépendance parle du droit au bonheur. Cela ne signifie nullement : faites ce qu'il vous plaît et tant pis pour les autres. Je ne crois pas à la « nouvelle moralité ». Lorsque la promiscuité sexuelle est largement répandue dans une société, elle crée la jalousie et la haine. 85 % des crimes violents commis aux Etats-Unis sont d'ordre passionnel. Notre taux élevé de suicides et d'avortements indique également que notre recherche du bonheur est mal orientée. Quelle ironie de penser que la prospérité de notre pays, due aux valeurs spirituelles sur lesquelles il était fondé, portait en elle les germes de notre décadence. La richesse nous engourdit comme elle a engourdi Athènes et Rome à la veille de leur déclin et notre chute pourrait être d'autant plus rapide que notre prospérité est plus grande.

La prise de conscience devrait surtout nous amener à nous repentir pour la façon dont nous traitons nos dirigeants. Nous avons tué Kennedy, brisé Johnson, déshonoré Nixon et ri de Ford. En fait, nous avons les chefs que nous méritons et leurs faiblesses sont les nôtres. Mais nous les détruisons pour nous justifier. A moins de changer, nous ne traiterons sans doute pas mieux le prochain président. Ce qui nous manque, ce ne sont pas les qualités de commandement, mais la compassion qui consiste à apprécier ce qu'il y a de bon en l'autre plutôt que de souligner ses fautes.

Professeur Brown : J'ai des sentiments mitigés à l'égard des fondateurs de notre pays. Ils sont loin d'avoir tous pris position contre l'esclavage et il y avait parmi eux de vraies canailles. Mais certains étaient des hommes de Dieu qui croyaient à la direction du Saint-Esprit et au code moral de la Bible. Tout cela se perd et les jeunes Américains ne savent plus à quel système de valeurs se référer. Les gens d'Eglise et les parents doivent prendre clairement position dans ce domaine.

Nous sommes un pays en pleine confusion et nous manquons d'unité sur les buts à poursuivre en tant que nation. Certains de nos grands hommes ont pourtant exprimé

leur vision pour l'Amérique. Je pense à Martin Luther King qui rêvait d'un pays « où tous les enfants de Dieu pourraient vivre en paix les uns avec les autres ». C'est ce rêve qui a attiré tant d'immigrants et que symbolise la statue de la Liberté : que tous aient la chance d'obtenir un gagne-pain, de posséder un logis. La vieille conception du « melting pot » est toujours actuelle. Il ne s'agit pas de la perte de nos identités particulières, mais d'une collaboration harmonieuse en dépit des différences.

Nous avons aussi une destinée internationale. Notre politique étrangère a négligé certaines régions du globe telles l'Afrique ou même l'Amérique latine. La crise angolaise a précipité le voyage de Kissinger en Afrique alors que nous aurions dû élaborer une politique africaine pendant que la situation était encore calme. En fait, c'est parce que nous n'avons pas encore réussi à résoudre nos propres problèmes raciaux que nous oublions l'Afrique et tout ce que nous avons humainement et culturellement hérité de ce continent. Officiellement, notre pays adhère aux principes d'autodétermination et à la loi de la majorité, mais en Afrique du Sud, nous avons constamment soutenu la minorité blanche parce que nous avions besoin du chrome de ce pays.

M^{me} Ruffin : Nous souffrons de conceptions erronées quant aux buts poursuivis par les fondateurs du pays. Ces derniers ont lutté pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la liberté de conscience, mais ils n'ont jamais manifesté l'intention de bannir de nos écoles Dieu ou la formation du caractère, car ils étaient convaincus que la démocratie ne survivrait pas à un déclin de la moralité publique. Nous sommes aujourd'hui pris dans un dilemme. Si les scandales de Watergate, de la CIA, de Lockheed, reflètent des pratiques largement répandues parmi nous, ils ont aussi ébranlé notre confiance en nos dirigeants.

Mais la récente décision de la Cour suprême d'interdire les moments de prière de nos écoles publiques, qui obéit à la lettre de la Constitution, a eu pour conséquence d'enrayer tout enseignement civique et moral dans ces établissements ; les professeurs, par crainte d'être poursuivis, n'osent plus prendre position sur les questions les plus anodines. Je connais pourtant des enseignants qui cherchent des méthodes originales de pallier cette lacune. Si nous sommes d'accord sur le genre de citoyens que nous voulons former — honnêtes, soucieux d'autrui et responsables — des solutions sont possibles car la vie communautaire de l'école offre un excellent champ d'expériences.

Q : Les Etats-Unis peuvent-ils devenir un pays où toutes les races trouvent leur place et aient un rôle à jouer ?

Professeur Brown : Je veux y croire car c'est la seule chance de survie pour notre démocratie. Depuis quinze ans, notre législation a fait de grands progrès. Si nous avons une période de stabilité économique assez longue, la situation se consolidera. Je suis encouragé par le changement d'atmosphère que je constate dans ma ville de Blue-



Thomas Phillips : « De plus en plus d'Américains sont conscients de la nécessité d'un renouveau moral et spirituel dans le pays. »

La vie, la liberté et la recherche du bonheur...

Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par leur Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructrice de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir, et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur.

Principes généraux de la Déclaration d'indépendance (4 juillet 1776). La traduction est de Thomas Jefferson lui-même.

field. Grâce aux bonnes conditions économiques, nos jeunes Noirs n'ont plus besoin d'aller à New York ou à Philadelphie pour trouver du travail et ils obtiennent des postes qui correspondent à leurs qualifications. Ils se mettent à acheter des maisons et l'intégration des quartiers a commencé. En outre des majorités blanches se mettent à élire des Noirs. Los Angeles et Atlanta ont des maires de couleur. C'est pour nous la chance de faire la preuve de nos qualités de dirigeants. Des erreurs ont certainement été commises dans la politique d'intégration, mais le principe est juste et il nous faut éviter de détruire l'acquis en voulant corriger des défauts de méthodes. Le président doit réclamer l'application plus ferme de la loi, non parce qu'une situation explosive comme celle de Boston l'y oblige, mais par principe. Bien sûr, il y a encore des forces négatives dans le pays. Les racistes blancs n'ont pas tous disparu même si le gouverneur Wallace a mis de l'eau dans son vin ! Qu'ils soient noirs ou blancs, les groupes motivés par la haine ont une action nuisible.

M^{me} Ruffin : Oui, mais la route sera longue. La situation dans les écoles, d'où le « busing » forcé a fait fuir les Blancs, ne me dit rien de bon pour l'avenir. A Vassar, mon ancienne université, les 20 % d'étudiants noirs refusent de se mêler aux autres, prenant leurs repas et leur temps libre entre eux. Bien sûr, les Noirs sont devenus plus « visibles » au cours de la dernière décennie. On les voit dans les bureaux, à la télévision, dans l'administration des villes et des Etats, mais il y a peu de réelles amitiés entre les diverses communautés raciales.

J'ai moi-même grandi dans une famille qui se targuait de libéralisme et où aucune discrimination apparente n'était pratiquée. Mais, jouissant de tout le confort désiré, je ne me suis jamais préoccupée du fait que les écoles, les cinémas, les restaurants étaient séparés. Ce n'est qu'à l'université, lors du mouvement en faveur des droits civiques, que j'ai été sensibilisée à la question. J'ai passé par la phase de la vertu bien-pensante, me sentant supérieure à d'autres du fait que j'apprenais à lire à de petits Noirs illettrés. Plus tard seulement, j'ai compris combien j'avais contribué au problème par mon apathie et mon indifférence. Je me suis créé parmi les Noirs de solides amis qui me permettent de mieux comprendre la situation et de lutter pour la changer.

Le gouvernement doit prendre position plus fermement sur le principe de l'égalité des races. Nos derniers présidents, pour des raisons politiques, ont gardé le silence ; il faudrait relancer certains des programmes

d'assistance que Nixon avait supprimés parce qu'il les jugeait peu efficaces et coûteux. Beaucoup de Noirs n'étaient pas de cet avis et n'ont pas pardonné à Nixon leur disparition. Bref, il nous faut prouver aux Noirs, aux Indiens, aux Mexicains, que nous sommes sérieux quand nous parlons d'égalité !



L'amiral Denton : « A moins de changer, nous ne traiterons pas mieux le prochain président. Ce qui nous manque, ce ne sont pas les qualités de commandement, mais la compassion. »

Q : L'affaire Lockheed a confirmé beaucoup d'Européens dans leur attitude sceptique envers les Etats-Unis. Qu'en pensez-vous ?

Thomas Phillips : Nous sommes en compétition avec certains hommes d'affaires européens ou japonais qui utilisent des méthodes analogues. La tentation est forte de surenchérir pour remporter un nouveau marché. Personnellement, j'estime qu'il faut résister à ce genre de tentations au risque de manquer une bonne affaire comme c'est arrivé à ma société ; tous nos employés sont au courant de cette politique.

Je crois aussi que de plus en plus d'Américains sont conscients de la nécessité d'un renouveau moral et spirituel dans le pays. Il y a trois ans j'ai pris l'initiative d'inviter à un petit déjeuner quarante des personnalités les plus en vue de Boston — recteurs d'universités, chefs d'entreprises, responsables de banques, directeurs d'hôpitaux — pour parler non d'affaires mais de questions d'éthique et de foi. La réaction fut enthousiaste. Depuis, nous nous réunissons cha-

que mois et discutons de la façon de manifester un engagement chrétien dans notre vie professionnelle aussi bien que dans nos familles. Plus récemment, j'ai été invité à parler de l'éthique en affaires à la Business School de Harvard. J'ai expliqué les critères que j'utilisais pour juger de la moralité d'une décision. La décision est-elle conforme aux lois du pays où elle s'applique ? Mon Conseil d'administration pourrait-il l'approuver ? Pourrait-elle résister à une enquête publique ? Est-elle conforme aux lois divines ?

Le professeur qui m'avait invité m'a fait savoir par la suite que mes propos avaient eu un très large écho auprès des étudiants.

Q : Soljenitsyne souligne la nécessité pour le peuple russe de se repentir des fautes du passé. Pensez-vous que ce souhait soit applicable aux Etats-Unis ?

Thomas Phillips : Nous avons à nous repentir de bien des péchés, nos problèmes raciaux, notre cynisme. Nous ne sommes sans doute pas plus corrompus qu'ailleurs, mais nous donnons davantage de publicité à nos scandales. Nous sommes tous responsables de Lockheed, des abus de la CIA, de Watergate. A chacun d'entre nous de faire amende honorable. Abraham Lincoln avait institué pendant la guerre civile un jour de repentance nationale. Un autre président

EN COUVERTURE

Trois des pionniers de l'indépendance américaine. A gauche, Thomas Jefferson, érudit et homme d'action, qui fut choisi pour rédiger la Déclaration d'indépendance. Il représenta son pays à Paris de 1785 à 1789 et fut très proche des penseurs libéraux et des patriotes français. La photo représente le buste sculpté par le Français Houdon.

En haut, Thomas Paine, dont le pamphlet *Sens commun*, paru en janvier 1776, exprima le désir d'indépendance de ses compatriotes : « Les Anglais et les Américains sont égaux, comme tous les hommes le sont... les colonies, opprimées dans leurs droits naturels, doivent sortir de l'Empire et former un Etat indépendant. » Après la Révolution américaine, il s'établit à Paris et ses idées inspireront les révolutionnaires français. Il deviendra membre de la Convention puis retournera aux Etats-Unis. Buste sculpté par Malvina Hoffman.

A droite, Washington, premier commandant de l'armée des colonies, premier président des Etats-Unis. La sculpture est de Houdon, qui fut le seul artiste pour lequel Washington accepta de poser.

Montage photographique de Jean-Marc Duckert, d'après des documents USIS.

pourrait de même appeler la nation à se repentir. Ce serait une expérience purificatrice. Mais pour cela nous avons besoin d'un président qui soit un vrai chrétien et ait le courage de reconnaître les fautes de notre pays. Peut-être saurons-nous élire un tel homme ?



Richard Brown : « Je suis encouragé par le changement que je constate dans ma ville. Le principe de l'intégration est juste et le président doit l'appliquer fermement. »

L'opinion d'un collégien

Sur les relations des Etats-Unis avec les autres pays :

« Plutôt que d'aider à coups de millions de dollars les pays en difficultés, les E.-U. devraient donner l'exemple de la droiture dans leurs propres affaires. Les autres nations s'apercevraient du changement et, de même que les peuples opprimés qui nous virent secouer la tutelle anglaise se battirent alors pour leur propre indépendance, de même les nations d'aujourd'hui s'inspireraient de nos choix. Il en découlerait dans le monde entier une intéressante réaction en chaîne. Notre politique étrangère devrait avoir pour but de donner l'exemple dans le respect de valeurs élevées. »

Sur les erreurs du passé :

« Si une nation admettait ses torts dans ses actions ou dans ses attitudes et si des excuses étaient présentées, ce serait extra-

ordinaire. Quelle différence cela aurait fait si Nixon avait présenté des excuses publiques et accepté la totale responsabilité de ses erreurs pour tout ce qui a mal marché ! Nous avons besoin du pardon de bien des peuples, à commencer par le Vietnam, à qui nous avons fait subir d'inexcusables injustices. Si le monde assistait soudain à notre changement, qui sait où cela aboutirait ? »

Sur le prochain gouvernement :

« L'Amérique et ses classes moyennes sont trop satisfaites d'elles-mêmes. Le gouvernement qui sera élu en novembre devra proposer à la nation des objectifs à la fois stimulants, idéalistes et pourtant pratiques. Cela ferait disparaître l'apathie à laquelle nous cédon's tous. Pour que le peuple fasse confiance à son président, il faut que rayonnent la fraîcheur, l'ouverture d'esprit et l'honnêteté. Une fois restaurées ces relations de confiance, nous pourrons être à nouveau fiers de notre pays. »

John Webb, 17 ans, Cincinnati (Ohio).

Propos recueillis par Catherine Dickinson-Guisan, Steve Dickinson et Suzan Thornhill.



Fin de la guerre d'Indépendance : la reddition du général anglais Cornwallis, à Yorktown, tandis que ses troupes déposent leurs armes devant Washington, Rochambeau et Lafayette, le 19 octobre 1781.

LES ÉTAPES DE L'INDÉPENDANCE

L'initiative de deux Américaines

UNE PROMESSE DU BICENTENAIRE

Saisissant l'occasion du bicentenaire de leur pays, deux femmes de la région de Baltimore ont eu l'idée originale de publier une « promesse du bicentenaire » dans laquelle elles font figurer, au regard de déclarations et de citations des « Pères fondateurs », ce à quoi elles aimeraient encourager leurs compatriotes à s'engager. Diffusé largement dans le pays, notamment auprès des gouverneurs d'Etat et dans les mouvements patriotiques, ce texte, en reprenant les thèmes de la liberté, de l'honnêteté, de la paix de la vie de famille constitue un sain défi à tous les Américains qui le prendraient au sérieux.

En introduction à leur « promesse », les sœurs Ensor écrivent notamment : « Inspirées par nos « Pères fondateurs », nous aussi nous engageons « nos vies, nos fortunes et notre bien le plus sacré, l'honneur » afin que chaque être humain, où qu'il soit connaisse la dignité dans la responsabilité et le droit à « la vie, à la liberté et au bonheur ».

1492-1536 Premiers explorateurs : Christophe Colomb, Vespucci, Jean Cabot, Verrazano, Jacques Cartier.

1578-1584 Premières expéditions anglaises.

1607 Fondation de Jamestown en Virginie, première colonie anglaise, par la Virginia London Company.

1620-1776 Des vagues successives d'immigrants européens vont créer le Massachusetts, le Connecticut, le Maryland, Rhode Island, la Pennsylvanie, le New Jersey, les Carolines du Nord et du Sud, New York, le New Hampshire, la Géorgie et le Delaware qui, avec la Virginie, seront les treize membres fondateurs des Etats-Unis.

1754-1763 Guerre de Sept Ans : l'armée anglaise et l'armée française se disputent l'Amérique du Nord. Washington s'illustre au cours de cette guerre qui lui permet d'acquérir une expérience précieuse aux côtés des Anglais. Pour faire face à la menace française, les délégués des treize colonies se rassemblent pour la première fois. Par la paix de Paris, signée en 1763, la France concède à l'Angleterre toutes les terres à l'est du Mississippi à l'exception de la Nouvelle-Orléans.

1760-1773 Le nouveau roi d'Angleterre George III tente de renforcer son autorité dans les colonies en leur interdisant de s'établir à l'ouest des monts Alleghany. Il crée

également de nouveaux impôts et provoque ainsi la résistance des colons.

1774 Les délégués des treize colonies se rassemblent à Philadelphie en un premier Congrès continental et réclament l'abolition de toutes les mesures adoptées par le roi depuis 1763. En outre, ils décident de boycotter tout commerce avec la Grande-Bretagne.

1775 Premier accrochage de l'armée anglaise avec la milice coloniale à Concord dans le Massachusetts. C'est le signal de la révolte. Le 2^e Congrès continental nomme Washington commandant en chef de l'armée révolutionnaire.

1776 Le Congrès adopte la Déclaration d'indépendance et proclame ainsi la création des Etats-Unis d'Amérique.

1778 La France entre en guerre aux côtés des Américains contre l'Angleterre.

1782 Avant même la signature du traité de Versailles (septembre 1783), l'Angleterre reconnaît l'indépendance des Etats-Unis.

1787 Une convention réunie à Philadelphie adopte une constitution, qui sera ratifiée par les 13 Etats dans les trois ans qui suivent.

1789 Le premier Congrès des Etats-Unis se rassemble à New York et élit George Washington président.

Comment la jeune nation américaine a-t-elle pu passer de la prise de pouvoir à la démocratie sans avoir à traverser une période de dictature ?

La Tribune de Caux a demandé à Frank

Sherry, journaliste dans l'Etat de New York, d'éclairer pour ses lecteurs l'origine et l'originalité des idées révolutionnaires américaines.

Le bicentenaire des Etats-Unis

RETOUR AUX SOURCES

par Frank Sherry

Par ces lignes, j'aimerais exprimer à mes amis d'Europe mon désir de raviver pour les générations américaines d'aujourd'hui la flamme qui brûlait dans le cœur de nos « Pères fondateurs ».

Aucune révolution ne se fait en vingt-quatre heures. Celle qui devait aboutir en 1776 à la séparation des colonies américaines de la mère-patrie britannique avait commencé en 1215. A cette date, les barons anglais avaient arraché leurs premiers droits au roi Jean, le forçant, à Runnymede, à signer la *Magna Carta*, première charte garantissant des libertés et limitant le pouvoir absolu d'un monarque.

Mais les libertés fondamentales — liberté politique, droit à la propriété, liberté de parole, liberté religieuse — ne furent acquises qu'après que certains penseurs eurent façonné des idées nouvelles et que des dirigeants courageux eurent surgi et combattu pour ces libertés, génération après génération. A ce titre, les Etats-Unis doivent beaucoup à l'Anglais John Locke (1632-1704) ainsi qu'à Montesquieu, Voltaire et Rousseau. Car dans les colonies on lisait ces auteurs qui plantèrent le décor des révolutions américaine et française.

Si l'Amérique est devenue par la suite, pour de nombreuses vagues d'immigrants, la terre de la liberté, c'est sans doute à cause des mobiles qui animaient quelques-uns des premiers colons venus d'Europe. La plupart d'entre eux appartenaient à des minorités religieuses qui avaient été persécutées pour avoir essayé de provoquer certains changements dans les Eglises établies.

C'est pour être libres de pratiquer leur religion comme ils le souhaitaient qu'ils avaient quitté le vieux continent. Leur intention n'était pas de couper les liens les unissant aux puissances européennes. Mais, débarquant sur des terres pratiquement vides, ils durent s'organiser sur le plan politique aussi bien que sur le plan religieux. Pour bien comprendre la démocratie américaine, il faut saisir ce lien capital entre le désir de liberté religieuse de ces pèlerins et le développement des premières assemblées législatives.

D'innombrables documents font état de cette détermination des premiers colons : le « Compact du Mayflower » signé en 1620 par les puritains du Massachusetts affirme : « Loyaux sujets, pour la gloire de

Dieu et pour l'avancement de la foi chrétienne, nous scellons une alliance, afin de constituer un corps politique civil et d'établir des lois justes et égales pour le bien général de la colonie. »

Conduits par Thomas Hooker, les fondateurs du Connecticut rédigèrent leurs « Ordres fondamentaux » en 1639, « sachant bien que pour maintenir le peuple dans la paix et dans l'unité, il faut un gouvernement légitime et institué de façon ordonnée, selon Dieu ».

Quant à William Penn, que ses convictions de Quaker poussèrent à coopérer avec les Indiens, il devait déclarer : « Que les hommes décident de se laisser gouverner par Dieu, sinon ils se condamnent à être dominés par des tyrans. »

Autorité et consentement

On retrouve ailleurs des déclarations analogues. Dans un texte de 1632, Lord Baltimore parle du « zèle des colons pour établir la religion chrétienne » tandis que son fils porte témoignage de la ferveur et de la liberté religieuse régnant dans la colonie puisqu'il pouvait lui-même pratiquer sa foi catholique au milieu de représentants d'une demi-douzaine d'autres confessions chrétiennes !

Typique de ce même état d'esprit était l'attitude des Huguenots français qui s'établirent dans les Carolines sous la conduite du philosophe anglais Locke, des Hollandais qui créèrent New York et d'autres qui fondèrent des colonies dans le New Jersey ou à Rhode Island.

Lorsque les colons de la Nouvelle-Angleterre se lancèrent dans la conquête de l'Ouest, ils constituèrent partout des « conseils de ville » inspirés des premières chartes et dont le principe fondamental était que l'on s'engageait à vivre en communauté sous l'autorité de Dieu. On retrouvait ainsi dans l'administration civile les valeurs défendues dans les Eglises.

Pour Thomas Hooker, « le choix des magistrats publics relève du peuple, en vertu de l'autorité divine, car toute autorité dépend du libre consentement du peuple ».

L'éloignement de l'Angleterre comme le manque d'intérêt du roi pour l'Amérique fournirent aux colons, durant les décennies qui précédèrent la révolution, l'occasion de mettre au point à l'échelon de leurs communautés les principes et les modalités d'application des libertés démocratiques. Ils durent trouver de nouvelles méthodes pour gérer une ville, lever l'impôt, gouverner un territoire et, ce faisant, ils reprirent confiance en eux-mêmes.

En Nouvelle-Angleterre, l'instruction gratuite fut très vite instituée et porta particulièrement sur le développement de l'esprit de responsabilité et sur les droits du citoyen ordinaire. N'étant plus, comme dans la mère patrie, soumis au libre arbitre du seigneur ou du roi, les colons se mirent à élire leurs pairs aux postes de responsabilité, d'abord dans les villages, puis dans les villes, enfin dans les assemblées législatives. C'est la raison pour laquelle, dans les années 1780, les auteurs de notre constitution décidèrent de rejeter toute conception élitiste de gouvernement.

Plus tard, avec le progrès, s'installa une certaine immoralité. Les générations qui suivirent s'attachèrent davantage au succès personnel et oublièrent l'objectif que s'étaient fixé leurs prédécesseurs : un gouvernement d'inspiration divine. Beaucoup de citoyens préférèrent l'habileté, voire la fraude, à l'effort moral. C'est alors que se produisit, vers 1730, à l'instigation d'hommes comme George Whitefield et Jonathan Edwards un mouvement qu'on appela le Grand Réveil et qui imprima à l'ensemble des colonies un nouveau courant moral. De grandes manifestations publiques furent organisées dans tout le pays. Il devint fréquent que l'on répare ses torts, que l'on se réconcilie entre factions rivales, que l'on change le cours de son existence. Car, pour les dirigeants de ce mouvement, « le désastre menace l'homme ou la nation qui abandonne les valeurs morales et la souveraineté divine ».

Dans le peuple, artisans et fermiers réapprirent à assumer leur responsabilité de citoyens et multiplièrent les efforts pour élever le niveau moral de la vie de leurs communautés. La notion de démocratie active regagna du terrain et les fondations morales de la nation qui allait naître dans la révolution furent ainsi consolidées.

La liberté de presse

A New York, à la même époque, devait se produire un événement capital : l'établissement du principe de la liberté d'expression. En 1734, un imprimeur d'origine allemande, Peter Zenger, avait publié un libelle attaquant les manières dictatoriales et les pratiques corrompues du gouverneur de la colonie. Emprisonné, il comparut pour diffamation. Il fut défendu par un homme courageux, ancien président de l'Assemblée de Pennsylvanie. « Vous êtes en train de décider de la cause de la liberté, déclara celui-ci aux membres du jury. De par la nature de notre pays, fondé sur la règle

de l'honneur, il est de notre droit de nous opposer à l'arbitraire en disant et en écrivant la vérité. » En acquittant Zenger, ce jury établissait pour la nation entière le principe fondamental et aujourd'hui chéri de tous de la liberté de presse et de parole.

A partir de 1760, les « Pères fondateurs », Franklin, Jefferson, Adams, Tom Paine et d'autres ne cessèrent de souligner dans leurs écrits et dans leurs discours leur attachement aux principes qui sont maintenant gravés dans notre Déclaration d'Indépendance.

Dans leur essence, ces thèmes constituent l'idéal américain : que le gouvernement s'appuie sur le consentement des gouvernés ; que les citoyens sont égaux devant la loi et devant la responsabilité qui est la leur d'assumer et leurs privilèges et leurs droits ; que le travail en équipe est l'antidote que la démocratie oppose à la tyrannie ; que la force de caractère et les valeurs morales sont essentielles aux citoyens qui veulent se gouverner eux-mêmes ; et que la nation doit trouver son orientation dans l'inspiration divine.

Les historiens voient dans ces fondements l'explication du fait que la révolution américaine ait connu moins d'excès sanglants que les autres révolutions et du fait que le régime ait duré aussi longtemps.

La vigilance nécessaire

Toutefois, la liberté exige une vigilance éternelle. Nous devrions aujourd'hui prêter davantage attention aux paroles prononcées par Benjamin Franklin à l'adresse des « Pères fondateurs » au moment où ils travaillaient à la rédaction de la constitution. Un accord semblait difficile à atteindre. Franklin, prévenant ses collègues révolutionnaires que la nation risquait de se disloquer, les exhorta à se mettre à l'écoute de Dieu et à Lui demander de les aider dans leur tâche de « bâtisseurs politiques ». « Sinon, ajoutait-il, nous nous retrouverons divisés par nos petits intérêts locaux, nos projets échoueront et nous deviendrons la risée des générations futures. Pis encore, cet échec malheureux priverait l'humanité de l'espoir d'établir des gouvernements fondés sur la sagesse des hommes, ne lui laissant plus que le recours au hasard, aux guerres et aux conquêtes. »

L'Europe, le monde entier, sont conscients des changements qui doivent être opérés dans notre pays. La corruption au-dedans et au-dehors, les traumatismes du conflit vietnamien, les affres de la remise en question de notre rôle historique, tout cela est connu de tous. Nous n'avons pas été dignes de notre héritage. Mais cet héritage demeure et je suis de ceux qui croient qu'il est encore temps de reprendre le flambeau. Que nos citoyens, issus d'hommes venus de quatre coins du globe, s'unissent à ceux du monde entier qui aspirent à voir se réaliser le rêve d'Abraham Lincoln pour que « dans chaque nation renaisse la liberté et que ne périsse point l'idéal d'un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

La voie mélanésienne

Nationaliste, je veux que les choses changent dans mon pays. L'impatience me tenaille devant les injustices et la corruption qui menacent d'étouffer l'éclosion de la vie. On trouve des Blancs corrompus, mais aussi des gens de chez nous.

Nous attendons des jeunes une qualité de pensée et de vie qui soit désintéressée pour que nous parvenions à mettre toutes nos ressources nationales en main-d'œuvre et en biens de toutes sortes à la disposition de tous, les soustrayant à toute exploitation.

C'est pourquoi je considère comme dépassés les manifestations, les boycotts de toute espèce, qui ne permettent pas d'arriver jusqu'à la racine de l'injustice. Il nous faut quelque chose de plus original et révolutionnaire. Quelque chose qui soit plus mélanésien.

Certains étudiants se servent de slogans appartenant à la phraséologie marxiste pour afficher leur désapprobation face à telle injustice de notre système actuel. D'autres sont prêts à engager leur vie pour une philosophie libérale capitaliste. Mais ces deux approches, poussées à leurs conclusions ultimes, ont prouvé qu'elles pouvaient faire mourir la démocratie.

Pourquoi devrions-nous répéter comme des perroquets des slogans matérialistes sales lancés par des expatriés aux allures bienveillantes ? N'avons-nous pas notre dignité de Mélanésiens ? Où ont disparu nos coutumes pour résoudre nos conflits ?

Trois choses qui me tiennent à cœur comme vrai Mélanésien :

1) Nous sommes un peuple dont les sentiments sont puissants. Ceci nous rend sensibles aux autres au lieu de leur « marcher dessus ».

2) Nous sommes un peuple qui sait écouter. La patience qu'il faut avoir pour écouter d'autres gens pendant de longues heures est un signe de grandeur et de désintéressement.

3) L'esprit d'équipe. Si nous avons combattu entre nous dans le passé, nous avons aussi eu l'humilité de négocier pour parvenir à une entente. (...)

Voici quelques phrases qui résument mes convictions :

- Non aux pensées de Mao.
- Non à l'animalité de Staline.
- Non aux calculs diaboliques de la dialectique marxiste.
- Non à l'inhumanité d'une société capitaliste basée sur le profit maximal.
- Non aux platitudes d'hommes d'Eglise sans caractère.
- Non à l'immoralité prônée par des savants, des rationalistes et des philosophes de toute couleur.
- Non au nihilisme des intellectuels.
- Non à la brutalité du fascisme.
- Non à la sentimentalité de la détente.
- Mais oui au dynamisme né dans le silence.
- Au cœur de notre peuple une voix nous parle ; un souffle nous promet le pardon de chaque faute, la fin de chaque peur ; comme le soir la brise qui vient du large. Fini l'égoïsme du passé ; finie la haine. Des hommes nouveaux, puissance de demain, pour un Pacifique qui soit libre.

Kumalau Tawali
(extrait du

Papua New Guinea Post Courier).

Lectures pour l'été

Les vacances, c'est parfois l'occasion de consacrer plus d'heures qu'on ne peut le faire habituellement à des ouvrages de valeur. En voici trois que nous avons retenus pour vous.

Portugal : « Quelle Révolution ? » par Mario Soarès. Galmann-Lévy, 251 pp.

Deux ans après la chute du régime salazariste, les événements qui se déroulent au Portugal restent souvent incompréhensibles pour ceux qui les suivent à distance.

Les entretiens de Mario Soarès avec le journaliste français Dominique Pouchin ont le grand mérite d'éclairer les péripéties qui jalonnèrent ces deux années. Car le leader socialiste, qui sera vraisemblablement le prochain premier ministre de son pays, est typiquement portugais. Il n'est pas l'homme d'une « machine politique », ni le pion d'un système : devant les événements, il réagit en homme, motivé tout autant par ses sentiments que par l'idéal politique qu'il poursuit. Ce qui donne une saveur particulière à ses répliques.

« O Espagne », par Jean Descola. Albin-Michel, 454 pp.

Cette histoire de l'Espagne depuis la fin du siècle passé est conçue comme un film. Aussi y trouve-t-on des hommes dessinés tels qu'ils étaient — et tels qu'ils sont aujourd'hui. L'auteur a eu accès à des archives inédites, à des dossiers réservés, à des documents privés. Mais encore et surtout il a pu approcher de nombreux témoins et les principaux acteurs de cette période de l'histoire espagnole, de Franco à Santiago Carillo, et il leur a donné la parole. Précieux éclairage sur l'Espagne au moment où, dans le reste de l'Europe, on se tourne vers ce pays avec une attention renouvelée.

« Cette Nuit la Liberté ». Dominique Lapierre et Larry Collins. 545 pp. (Robert Laffont).

Bien que paru l'an dernier, « Cette Nuit la Liberté » est un ouvrage dont la lecture s'impose à ceux qui veulent comprendre l'Inde et le Pakistan. Comme les livres précédents de ces deux journalistes, celui-ci se lit sans effort, tant Lapierre et Collins ont l'art de faire vivre une personne, un événement. Par contre, il ne se lit pas sans émotion, et celle-ci ne fait qu'augmenter au fur et à mesure que l'on suit les traces du Mahatma Gandhi, ce personnage hors série planté au cœur de l'histoire moderne.

ESSO
SHOP
Tout pour
votre voiture!

Irlande du Nord

Des armes plus puissantes que celles des soldats

par Sadie Patterson

présidente du Parti travailliste d'Irlande du Nord

La télévision ne nous prépare en rien à la réalité des destructions qu'ont subies les quartiers pauvres de Belfast, en Irlande du Nord. Les boutiques ont été fermées par de la tôle ondulée, les fenêtres et les portes des maisons qui ont reçu une bombe ont été bouchées avec des parpaings ; les rues sont pleines de verre cassé, de débris métalliques, de briques calcinées ; et au-dessus de la tête des soldats, l'arme à la main, sur ce qui reste du mur d'une maison, on peut lire en lettres blanches : « *No God - no peace* » (pas de Dieu, pas de paix) ; « *Know God - know peace* » (connais Dieu, connais la paix).

Malgré leur angoisse, ce sont les ménagères, habitant les rues de ce quartier ouvrier, qui portent les fardeaux et versent les larmes. Plusieurs centaines d'entre elles, catholiques et protestantes, appartiennent au mouvement *Women together*. Ce mouvement a été organisé il y a quatre ans, après qu'une ouvrière travaillant à l'usine à gaz de Belfast eut fait un rêve persistant. Les femmes d'Irlande du Nord s'y unissaient afin de dire aux violents : « Déposez vos fusils et vos bombes, rendez-nous la paix. »

Une rue sale est une rue vaincue

J'ai l'honneur d'être la présidente de *Women together*, l'une des organisations féminines les plus importantes d'Irlande du Nord. Notre message est simple : quand vous vous trouvez en face d'un mur de haine, escaladez-le avec l'entraide dans vos mains et l'espérance dans vos cœurs... C'est ce que nous avons fait au cours de ces quatre dernières années. Dès la première réunion, nous avons décidé que nous ne voulions pas nous perdre dans des débats politiques, que notre préoccupation était la souffrance de tous, d'où qu'elle vienne, et pas d'un seul côté

seulement. Le seul fondement permettant de vivre ensemble, c'est de pratiquer la compassion plutôt que de juger, si dur que cela puisse être.

Au début, nous nous rencontrions les unes chez les autres pour boire du thé tout en faisant des projets pour construire un monde meilleur pour nos enfants et nos petits-enfants. Petit à petit, nous avons passé à l'action : nos sœurs étaient dans le pétrin et pas seulement à cause des bagarres et des bombes. Un balayeur de la rue, catholique, était effrayé à l'idée de balayer dans une zone protestante, ou un protestant dans une zone catholique. Nous avons senti qu'une rue sale était une rue vaincue ; aussi, nous avons persuadé nos voisins de venir balayer avec nous. Des deux côtés, on se montre plein de méfiance : « Qui vous a autorisées à balayer ? » Nous avons répondu qu'après tout il s'agissait de nos rues. Nous sommes arrivées tout près du champ de bataille. Une chose que nous savons très bien faire en Irlande du Nord, c'est écrire ! Donnez-nous un mur vacant, une brosse, un seau de peinture blanche, et vous aurez tous les slogans sectaires qui déclenchent le pire, des deux côtés ! Nous avons nettoyé les murs, en même temps que la rue...

Comme des manifestants échangeaient des briques et des cocktails Molotov contre les balles de caoutchouc de l'armée, nous nous sommes prises par le bras et nous avons franchi les rues sans flancher, malgré les projectiles et les insultes. Des mères avançaient bras dessus, bras dessous, ramenant les enfants à la maison ; les soldats découvraient, stupéfaits, une arme plus puissante que celle qu'ils avaient entre les mains.

Combattre signifie reconforter les blessés des deux côtés. Quand une famille est atteinte par la mort ou par les blessures, ou par la perte de son foyer à cause d'une bombe, l'action parle un langage que la plupart des gens comprennent. Un homme avait

été tué en revenant de son travail ; sa femme, ses quatre enfants autour d'elle, me disait : « Pourquoi lui ? C'était un homme bon... » Certes, il l'était : bon père et bon mari et membre actif de la communauté. C'est aller également visiter une maison où la mère a été tuée par une bombe, et entendre sa petite fille dire : « Mamy ne reviendra plus jamais... » Cela console un peu les familles quand nous venons les voir, gens de confessions différentes tous ensemble ; mais cela fait mal de voir des larmes, pas des larmes orange, ni des larmes vertes, mais des larmes de chagrin. Quand celui qui gagne le pain est assassiné, il reste le loyer à payer, les factures de l'épicier, les vêtements pour les enfants ; de nos maigres bourses nous faisons tout ce que nous pouvons pour aider, et le Seigneur bénit ce que nous donnons.

Les femmes d'Irlande apprennent ainsi que quand la même bombe arrache les tuiles des toits protestants et catholiques dans les zones limitrophes, elles partagent la même pluie quand celle-ci traverse le plafond. Parfois, il est difficile de trouver des mots. (...)

Vivre pour un avenir différent

Aujourd'hui, la plupart des travailleurs de mon pays ont de bons salaires et de bonnes conditions de travail, mais dans l'état actuel des choses ils n'ont pas transformé cela en bonheur comme je pense qu'ils le pourraient. Les bourses sont pleines mais les cœurs sont vides. Quand vous savez qu'un pour mille ont été tués et qu'un pour cent ont été estropiés et que nos enfants qui sont les pères et les mères de demain sont sous tranquillisants, que beaucoup boivent, que beaucoup utilisent leurs fusils, cela fait peur.

Mais, Dieu merci, il y a une réponse. Nous avons appris que le caractère d'un homme a plus d'importance que la couleur de sa peau, ou que l'endroit où il va au culte le dimanche. Et, Dieu merci, beaucoup de nos gens prient chaque jour pour la paix. Mais nous devons apprendre à vivre de façon que ce qui arrive en Ulster ne se reproduise plus jamais.

Vous avez besoin de davantage que d'un fusil entre les mains, vous avez besoin d'une idée dans votre tête et d'amour dans votre cœur.

● Extrait d'un article paru dans *Women in a changing World* (COE). Traduction de Daisy de Luze, de *Réforme*. Intertitres de la rédaction.

LES RENCONTRES DE CAUX

<p>11-25 juillet Cours de formation et ateliers de création pour étudiants et jeunes travailleurs</p>	<p>« Prendre conscience des besoins du monde. Comprendre la lutte des idées et le combat spirituel de notre époque. Découvrir notre part de responsabilités. Développer les forces créatrices de chacun. » Sur ces thèmes, Caux accueille les jeunes qui sont prêts à remettre en question leur manière de vivre et à subordonner ambitions et plans personnels à des priorités nouvelles.</p>
<p>24 juillet-3 août Finalités de l'éducation</p>	<p>Spécialistes et non-spécialistes de la pédagogie sont conviés à une réflexion commune sur les finalités de l'éducation. Parmi les personnalités annoncées : le député Kim Beazley, ancien ministre de l'Education dans le gouvernement travailliste australien ; M. René François Lejeune, directeur de l'Ecole internationale de Genève ; M^{me} Rita Mewes, psychologue, Velzen (Allemagne) ; M. Joachim Illiès, professeur à l'Institut Max-Planck, Schlitz (Allemagne).</p>
<p>2-10 août Session spéciale pour les pays riverains de la Méditerranée</p>	<p>« Des hommes de foi pour une communauté fraternelle » telle est l'idée-force qui réunira des responsables et des simples citoyens des pays méditerranéens. Les sujets proposés sont les suivants : Qu'avons-nous donc à retrouver dans l'héritage spirituel de trois continents ? ; Dans l'économie mondiale, il y a assez pour les besoins de tous mais non pour la convoitise de chacun ; Nos frères les travailleurs migrants ; La cellule familiale au service d'une société plus solidaire.</p>
<p>13-26 août</p>	<p>Session de formation générale dans les principes et la pratique du Réarmement moral.</p>
<p>28 août-2 septembre Rencontre industrielle</p>	<p>« L'industrie, terrain d'affrontement ou société vivante ? » Autour de ce thème, dirigeants industriels, hommes politiques et syndicalistes chercheront comment créer cette société vivante où l'esprit humain peut trouver son épanouissement, au sein de laquelle les hommes peuvent travailler efficacement pour subvenir aux besoins de l'humanité !</p>
<p>SPECTACLES Des représentations théâtrales, des concerts, des projections de films auront lieu tout au long de la conférence. Parmi les œuvres présentées :</p>	<p>— Fremder im Haus, pièce de Hugh Williams, dans sa version allemande, avec des comédiens professionnels, mise en scène de Egon Karter. (Création le 24 juillet, deuxième représentation le 2 août ; autres soirées non encore fixées.) — La Fillette en rose, comédie de Jean-Jacques Odier, par des acteurs professionnels parisiens. Mise en scène : Marc de Georgi. (Création le 31 juillet, deuxième représentation le 5 août.) — Oratorio pour notre temps, livret de Françoise Caubel, musique de Félix Lisiecki, avec orchestre, chœur et solistes internationaux. (30 juillet et 6 août.)</p>

Inscriptions et demandes de renseignements :

Secrétariat des conférences, Réarmement moral, CH - 1824 Caux.
Tél. (021) 61 42 41. Téléx 24278.

Conférence mondiale de l'emploi

La récente conférence mondiale convoquée à Genève par l'Organisation internationale du travail fait naître des espoirs profonds.

Les obstacles à surmonter furent nombreux, les pièges politiques dangereux, mais ils furent tous écartés dans la règle du tripartisme pratiqué depuis plus d'un demi-siècle par l'OIT où siègent, rappelons-le, des représentants non seulement des gouvernements, mais des employeurs et des travailleurs. Cette règle donne à l'OIT son originalité et sa force, grâce à la qualité des hommes qui y siègent. Ce ne sont pas des technocrates se penchant sur des plans mirifiques, mais des hommes en contact permanent avec la réalité sociale et politique de notre temps.

Aussi n'est-ce pas sans une légitime fierté que le président de la conférence, le dynamique ministre irlandais du travail M. O' Leary, déclarait, en clôturant les débats :

« La grande question de notre époque est d'élaborer une stratégie globale en vue de vaincre la pauvreté, la maladie et l'ignorance, de créer en fait une économie internationale qui permette une nouvelle civilisation mondiale dont tous bénéficieront, quels que soient leur race ou leur lieu de naissance, qui sont le fait du hasard. »

Le directeur général du BIT, M. Francis Blanchard, précisait quant à lui que les textes adoptés par la conférence représentaient « un contrat de génération pour la satisfaction des besoins essentiels des plus pauvres qui comporte maintenant des obligations morales et politiques considérables ».

« Nous devons assumer les risques de construire des ponts », affirmait encore le délégué des travailleurs britanniques, M. Cyril Plant, président des TUC...

« ... Car le changement de l'économie mondiale se fera, que nous soyons d'accord ou non. La question qui se pose est de savoir s'il se fera dans la paix et de manière constructive, ou dans la violence et l'amertume. »

Le délégué des employeurs d'Argentine, vice-président de la conférence, émit l'espoir « que l'on parvienne à la convivialité, idéal supérieur à la coexistence. Sachons réfléchir, méditer un peu, poursuivit-il. N'est-il pas temps que, là où il y a la haine, règne l'amour?... Pour qui lutte pour la vérité, il y a un Dieu : « Le Seigneur est mon berger, pourquoi craindrais-je ? »

Un nouveau langage dans les enceintes des Nations Unies ? Certainement le seul qui permette de parvenir aux résultats espérés.

P.-E. Dentan

Autour du monde avec le Réarmement moral

Etats-Unis

S'inscrivant dans une série de rencontres organisées dans les Etats du New Jersey, du Maryland, du Massachusetts et de Californie, une conférence s'est tenue récemment à Richmond, capitale de la Virginie.

Des Américains de toutes les générations et de toutes origines y participèrent, mus par leur commune recherche d'une « nouvelle façon de faire les choses » dans l'esprit du Réarmement moral.

Parmi les interventions faites lors de cette rencontre, nous en retiendrons deux :

M. Richard Ruffin, ancien fonctionnaire au Pentagone : « Durant les fêtes du bicentenaire des Etats-Unis, il a été très peu question des premiers habitants de l'Amérique. Pourtant, c'est bien de leur pays qu'il s'agit. Le temps et l'éloignement ne doivent pas nous faire oublier les erreurs du passé, que seule la repentance peut corriger. Pour ma part, je sais que je dois faire acte de restitution vis-à-vis du peuple indien.

» Ces fêtes du bicentenaire n'incluent pas non plus les Noirs américains que, des siècles durant, nous avons privés de liberté et opprimés. Un de mes ancêtres a été un ardent propagandiste de l'esclavage. Je porte en moi le germe des mêmes erreurs et j'en demande pardon aux Noirs ici présents. C'est pour que nous puissions poursuivre notre route commune animés d'un nouvel état d'esprit que j'ai accepté le changement dans ma vie. »

M. Howard Murray, imprimeur : « Ma rencontre avec Frank Buchman, il y a trente ans, alors que j'étais membre de l'Assemblée législative de Virginie, m'a amené à me battre pour l'abolition des lois sur la ségrégation raciale qui étaient en vigueur depuis 1902. Aujourd'hui, je suis heureux de constater que toutes ces lois ont été abrogées. »

Inde

175 jeunes Indiens ont mis à profit les vacances de mai pour converger sur le centre de Panchgani où étaient organisées deux sessions pour lycéens et étudiants.

A deux reprises, le quotidien de Bombay **Times of India** a rendu compte de leurs activités.

Simultanément, avait lieu la cinquième des rencontres sociales de l'année, à laquelle participaient notamment plusieurs chefs du personnel venus de différentes entreprises de Poona, la grande ville industrielle située non loin de Panchgani.

Canada

Après avoir fumé le calumet de la paix, aidé à combattre un incendie de forêt, mangé de la viande de bison et participé à plusieurs rodéos, les jeunes de la troupe de **Chant de l'Asie** ont quitté l'Ouest canadien enrichis par leurs contacts avec les représentants des tribus indiennes. Leur visite avait eu lieu à un moment où s'intensifie la lutte des Indiens

Les jeunes de Chant de l'Asie chez les Indiens Stoney de la province canadienne de l'Alberta. Méditation autour d'un feu de camp.



Rengfelt

Première de gala au théâtre Westminster. Le duc et la duchesse de Gloucester, cousins de la reine, ont assisté à la première représentation à Londres du spectacle Ride, Ride, consacré au prédicateur méthodiste John Wesley, en présence de nombreux dirigeants des Eglises d'Angleterre.



Chanter

pour la défense de leurs droits, notamment sous l'égide du mouvement AIM (American Indian Movement), dont ils rencontrèrent plusieurs dirigeants.

Lors d'une présentation de **Chant de l'Asie** dans la réserve Sarcee, un Indien de la tribu devait commenter : « Le Réarmement moral m'a redonné la foi — la foi de mon éducation chrétienne qui m'enseigne à aimer mon voisin. Or mes voisins pourraient bien être des Blancs. Chez nous, l'alcoolisme, le divorce, l'égoïsme font de terribles ravages. Grâce au Grand Esprit, toutes choses peuvent changer. »

A Ottawa, les jeunes Asiatiques ont participé à un dîner auquel assistaient le ministre fédéral des Affaires Indiennes, M. Judd Buchanan, dix sénateurs, 26 députés ainsi que les dirigeants de l'Association des Indiens de l'Alberta, qui avaient reçu **Chant de l'Asie** dans leur province.

Un des sénateurs présents promit aux chefs indiens que ses collègues parlementaires et lui-même travailleraient à la solution des problèmes indiens « dans un esprit de consultation et non de confrontation ».

TRIBUNE DU MONDE

L'Inde de 1976

vue par un syndicaliste français et sa femme

II

Voici la suite de l'interview donnée à la Tribune de Caux par Georges et Odette Barrier, de retour de trois mois en Inde. Syndicaliste, Georges Barrier a milité pendant ses quarante années de travail au métro pari-

Tribune de Caux : Quelles sont vos impressions de l'industrie indienne ?

Georges Barrier : Il faut savoir que l'industrie indienne n'occupe que 5 % de la population active du pays. Mais elle fait travailler beaucoup de sous-traitants artisanaux, ce qui quadruple son effectif. Or, en ce qui concerne l'artisanat, j'ai été frappé de voir la qualité des objets fabriqués, surtout en fonction de la pauvreté des moyens utilisés.

Odette Barrier : Etant moi-même fille de cordonnier, j'ai été frappée de voir en Inde ces artisans de la chaussure, assis en tailleur dans leurs petites échoppes. Pour avoir les mains libres, ils tiennent le cuir de leurs pieds tandis qu'ils l'amincissent sur une simple planchette. C'est un spectacle extraordinaire. Ce genre d'artisanat restera certainement un des piliers de l'économie indienne.

Georges Barrier : A Panchgani, nous avons assisté à plusieurs débats sur l'automatisation. Le gouvernement se préoccupe avant tout du niveau de l'emploi. C'est pourquoi il refuse une automatisation trop poussée, même dans les travaux publics. Pour la construction du métro de Calcutta, qui sera mis en service en 1987, une immense tranchée a été ouverte et on y voit travailler des milliers d'hommes et de femmes. Tout ce terrassement a été fait de main d'homme bien qu'il existe des machines assez perfectionnées, mais dont l'utilisation supprimerait beaucoup d'emplois. Ces machines sont d'ailleurs souvent réservées à l'exportation.

L'industrie indienne fait précisément un énorme effort dans ce sens. Nous avons notamment visité le complexe industriel de Walshanagar, qui a été commencé en 1930 par un homme qui est venu implanter une usine sucrière en pleine campagne. Il n'y

avait alors ni route ni voie ferrée. Il lui a fallu un certain courage. Ensuite se sont créées tout autour des industries mécaniques qui devaient servir d'abord à l'entretien et à la réparation des machines de la première usine. Aujourd'hui, ces entreprises exportent leur matériel, au point que cette année ce sont trois usines « clés en mains » qui ont été expédiées en Afrique. Tout a été fabriqué sur place. Une industrie métallurgique très poussée a été installée à Walshanagar, qui construit actuellement une pompe à sodium pour l'industrie nucléaire. A titre de comparaison, soulignons qu'en France seul Creusot-Loire construit de telles pompes.

Autre caractéristique de Walshanagar : on prend des garçons sans aucune expérience et on leur apprend le métier de A jusqu'à Z. L'usine à sucre ne travaille que cinq mois par année. Pendant les autres mois, les ouvriers travaillent la terre dans leurs villages tout proches. Une telle réalisation est assez typique d'un certain état d'esprit existant en Inde. Si un tel exemple pouvait se multiplier, ce serait extrêmement bénéfique.

— Quel est le climat social en Inde ?

Georges Barrier : Représentez-vous l'industrie française au XIX^e siècle. L'esprit patronal est empreint d'un certain paternalisme, mais dans le bon sens. Les ouvriers, les cadres, dépendent totalement de la direction. Mais il faut dire aussi que c'est précisément dans l'industrie que sont distribués les salaires les plus élevés. Dans la grande entreprise, le patronat a beaucoup contribué à la création d'écoles, de terrains de loisirs et surtout de logements pour les ouvriers.

Odette Barrier : La ville de Jamshedpour est un cas intéressant. Il y a soixante-dix ans, l'industriel Tata a construit la ville, les avenues, les parcs, les logements avant même

de bâtir les usines. Tata appartenait à la communauté des Parsis, dont la religion fait un devoir de réinvestir les bénéfices. Il a créé notamment des hôpitaux où les soins sont entièrement gratuits.

— Le paternalisme que vous décrivez est-il une nécessité pour l'Inde ?

Georges Barrier : Dans un sens oui. Cela représente une étape comme cela a été le cas en Europe, étape qui a ses dangers, bien sûr, ses risques d'exploitation, mais les travailleurs, dans leur grande majorité, ne sont pas prêts à prendre leur destinée en main. Nous, Européens, ressentons ce paternalisme, mais je n'ai pas l'impression que les ouvriers indiens en souffrent.

— Et les syndicats ?

Georges Barrier : On ne peut juger le syndicalisme indien avec nos conceptions européennes. Il y a en Inde deux sortes de syndicats. Beaucoup de syndicats naissent assez spontanément dans les usines à l'occasion de conflits. Les travailleurs, ressentant le besoin d'être défendus, forment un syndicat et choisissent un président qui soit le plus apte à défendre leurs intérêts. En général, ce sont des gens en dehors de l'usine, souvent des avocats qui traitent ces questions comme ils traitent leurs propres affaires. Parfois il arrive que la corruption intervienne, que les patrons paient le président du syndicat et parviennent à régler les questions dans le sens de leur propre intérêt, mais ce n'est heureusement pas souvent le cas.

Puis, il y a des syndicalistes qui, peu satisfaits de l'évolution du pays, réfléchissent aux problèmes de fond et qui se battent au nom d'une idéologie pour transformer le pays. Je pense notamment à ce président d'un syndicat de la métallurgie, un militant communiste de la tendance chinoise, dont le but avoué était de créer un front commun des paysans et des ouvriers. Cela dépassait, bien sûr, de loin la seule défense des intérêts de son secteur. Leur action s'inscrit dans une lutte pour transformer le pays. Nous avons affaire là à des syndicalistes très agissants, très engagés. Même si nous pouvons ne pas partager leurs idées, nous avons apprécié la qualité de leur dévouement.

— Et les partis politiques ?

Georges Barrier : Le parti dominant est celui du Congrès. Il est majoritaire et le restera probablement parce qu'il en a pris les moyens. L'opposition à l'action de la majorité est très sensible, mais elle n'est pas en mesure d'inquiéter le gouvernement, car ce sont des raisons très diverses qui la motivent. Que ce soit le Vieux Congrès, très conser-

¹ Tribune de Caux, juin 1976.

vateur, ou les socialistes, ou les communistes pro-Moscou ou pro-Pékin, nous avons retiré l'impression qu'aucun parti d'opposition n'avait de projet de gouvernement ni de vision de ce qui devait être fait.

— Cette situation est-elle en relation avec le tournant politique qui a été pris l'année dernière par M^{me} Gandhi ?

Georges Barrier : Certainement. Je ne viendrai pas sur les raisons plus personnelles qui ont amené M^{me} Gandhi à concentrer les pouvoirs dans ses mains. La presse occidentale en a parlé. Mais il y a eu aussi un certain nombre de raisons objectives. Il y a eu ces dernières années toute une série de conflits sociaux, de grèves, de lock-out, qui désorganisaient considérablement l'économie. Les décrets pris par M^{me} Gandhi ont remis un peu d'ordre. C'est pourquoi beaucoup de simples citoyens en Inde pensent que l'action de M^{me} Gandhi a été bénéfique.

Odette Barrier : Grâce aux bonnes récoltes qui venaient d'avoir lieu, M^{me} Gandhi a pu maintenir ou même parfois diminuer les prix, notamment pour les produits essentiels de l'alimentation, ce qui n'est pas négligeable. On doit cependant se demander ce qui arrivera si les prochaines récoltes sont mauvaises.

Georges Barrier : Quand on a été si bien accueilli dans un pays, on ne critique pas ses institutions. Mais il faut reconnaître que toutes les conditions sont réunies pour une dictature. M^{me} Gandhi saura-t-elle s'arrêter au bon moment ? Sinon, la démocratie dont l'Inde s'enorgueillissait sera étouffée pour longtemps. Ce n'est pas le premier pays où une forte personnalité rassemble les pouvoirs dans ses mains pour faire échec à l'anarchie. Ce qui importe, c'est ce qui se passe après.

Odette Barrier : Il faut dire un mot d'un problème très actuel : la stérilisation. Le gouvernement indien se trouve devant le problème énorme d'une démographie galopante, due en partie aux immenses progrès médicaux qui ont été réalisés. Il a essayé de freiner le mouvement par un contrôle des naissances, qui a été un échec. Quand on connaît les problèmes du chômage, de la promiscuité, on ne s'en étonne pas. Les plus petites familles que nous avons rencontrées appartiennent toutes à la classe aisée. Le gouvernement est tenté d'adopter des mesures de stérilisation obligatoire des hommes après le deuxième enfant. La loi doit passer au mois de juillet devant le parlement. Mais dès maintenant certains Etats commencent à l'appliquer et des pressions intolérables sont exercées. Par exemple, des instituteurs doivent persuader cinq familles de recourir à la

stérilisation, sinon on leur retire leur logement. Même à Delhi des fonctionnaires récalcitrants sont menacés de perdre leur emploi. Si la loi est votée en juillet, l'Inde va aller au-devant de troubles extrêmement sérieux. Les catholiques et les musulmans sont opposés à ces mesures pour des raisons religieuses et sociales.

— Quels sont les éléments d'espoir que vous voyez pour l'avenir de l'Inde ?

Georges Barrier : C'est probablement par l'industrie et les hommes qui y travaillent que l'Inde pourra émerger de la situation dans laquelle elle se débat. Car c'est dans ce milieu que l'on trouve les hommes les plus conscients des problèmes et habitués à traiter des questions pratiques. Si, grâce au travail qui se fait à Panchgani, on peut leur donner une passion pour le changement des hommes et de la société, ils peuvent devenir une force très dynamique dans les années qui viennent.

Odette Barrier : Il faut que les hommes de l'industrie prennent conscience du travail qu'ils peuvent accomplir dans leurs villages ou dans leurs quartiers s'il s'agit d'une ville. Nous avons rencontré des ouvriers, des cadres, qui ont créé des écoles, nettoyé des puits, construit des ponts entre deux villages voisins. Ils ont pu faire cela à cause de la formation technique qu'ils ont acquise dans l'industrie et du sens des responsabilités qu'ils ont trouvé dans les rencontres de Panchgani.

Georges Barrier : Je place en tout cas un plus grand espoir sur ces hommes que sur ceux des partis politiques.

Odette Barrier : Leurs femmes prennent aussi leurs responsabilités. Dans tel village, les femmes se retrouvent régulièrement, ce qui n'est par leur habitude, pour penser aux problèmes de leur communauté.

— Les hommes en ont-ils l'habitude ?

Odette Barrier : Un peu plus. Ils discutent beaucoup, mais ils attendent surtout que ce soit le gouvernement qui agisse. Or, précisément, il est intéressant de constater que dans les villages où des actions spontanées ont été entreprises, le gouvernement a ensuite apporté son aide.

Georges Barrier : Même sur le plan économique, l'Inde a la possibilité dans ces prochaines années de sortir de son marasme. D'ici 1980, le pétrole qui a été découvert près des côtes de Bombay devrait suffire aux besoins intérieurs et pourra être exporté. Ce sera un atout considérable.

Odette Barrier : Un effort de taille a été fait pour la production laitière. Des fermes d'Etat ont été construites aux abords des



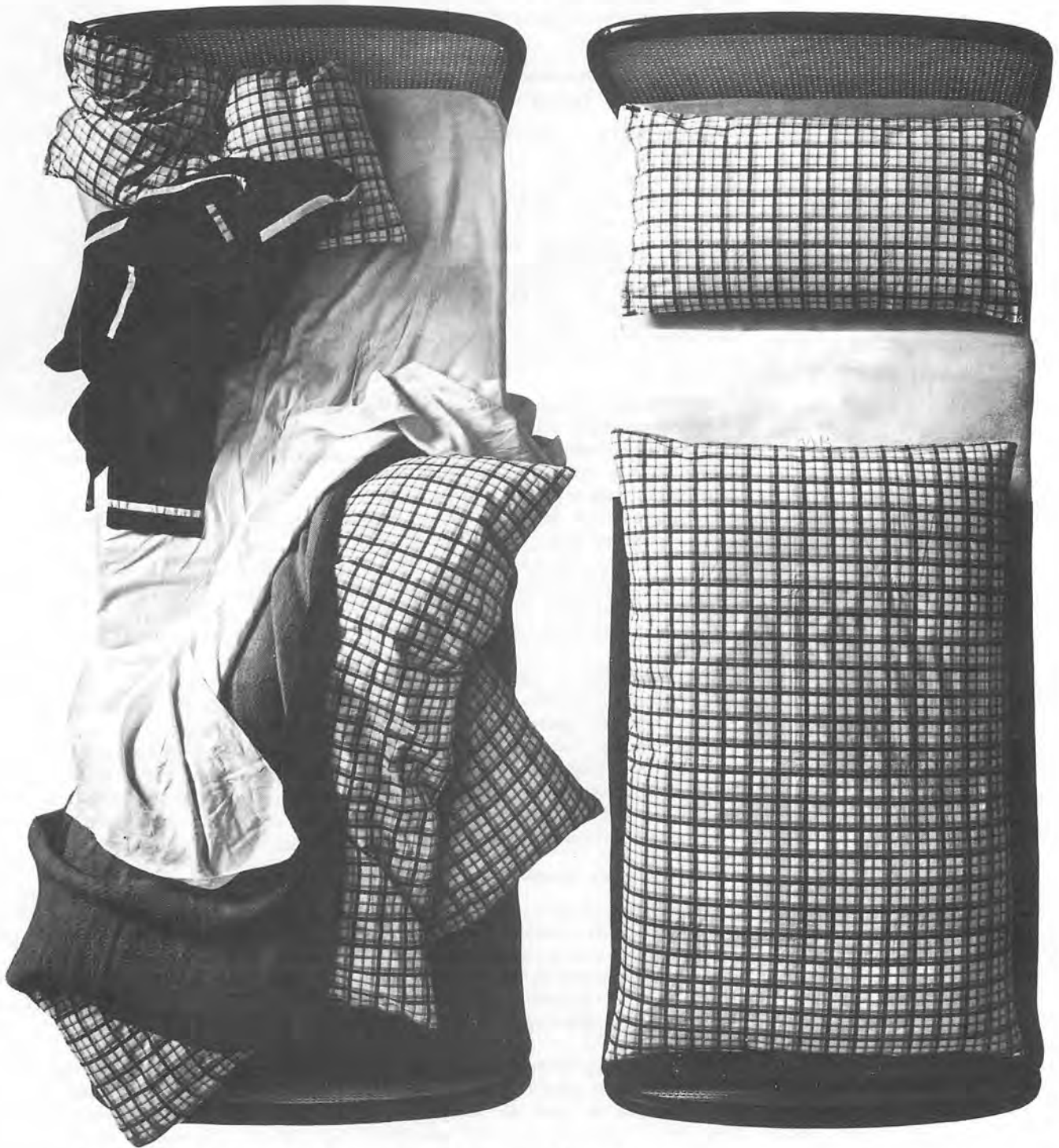
O.I.T.
Ouvriers des aciéries Tata à Jamshedpour travaillant sur une pièce d'un four Bessmer.

grandes villes. Les vaches de l'agglomération y sont rassemblées sans que les propriétaires perdent leurs droits sur leur bétail. Les fermes permettent simplement aux vaches d'être mieux nourries et mieux soignées. En outre, 72 usines de ramassage et de traitement du lait ont été créées en une seule année, dont 4 auprès des grandes villes. Une augmentation sensible de la production laitière en résulte. Toute proportion gardée, car 2 ½ % seulement des vaches indiennes donnent plus de 6 litres de lait par jour. Mais on peut garder un espoir si l'on sait que le cheptel indien représente un cinquième du cheptel mondial.

Georges Barrier : En conclusion, j'aimerais rappeler ce que m'a dit un de mes amis indiens : « Nous sommes tellement tolérants que nous tolérons l'intolérable. » c'est là qu'est la tâche la plus urgente : former des hommes de caractère qui prendront conscience de leurs responsabilités et engageront notamment un combat sans merci contre la corruption qui sévit à tous les niveaux ; contre les égoïsmes qui font que certains ont de trop et d'autres pas assez. Contre la faim aussi, en appuyant toutes les initiatives qui aideront ce pays à réussir sa révolution sociale. C'est d'ailleurs le but que se donnent les rencontres qui ont lieu régulièrement à Panchgani.

(Propos recueillis par Jean-Jacques Odier.)

Chaque jour dans une autre ville. Et toutes les nuits dans le même lit.



Les vols d'un jour de Swissair, c'est tellement pratique et agréable: vous sautez de votre lit au petit matin, vous faites confortablement quelques centaines de kilomètres, vous assistez à une réunion à Rome, à Paris, à Londres, à Vienne, etc., et enfin, le travail de la journée dûment accompli, nouveau coup d'aile, et vous vous glissez dans votre lit à vous. Voulez-vous savoir combien d'heures vous pourrez consacrer à vos affaires? Voici des chiffres pour 16 villes:

Départ de Genève.

A Londres	9.35 heures	A Francfort	8.00 heures*	A Milan	7.35 heures
A Paris	13.45 heures	A Munich	10.00 heures*	A Rome	11.30 heures
A Bruxelles	10.20 heures*	A Stuttgart	11.10 heures	A Zurich	12.05 heures
A Amsterdam	10.50 heures	A Cologne	9.00 heures*	A Bâle	8.10 heures
A Düsseldorf	7.30 heures	A Copenhague	7.55 heures*		
A Hambourg	8.40 heures*	A Vienne**	11.40 heures*		

*En collaboration avec Sabena, Lufthansa, SAS.

**Vendredi, dimanche exceptés.

Conclusion: si vous aimez dormir dans votre lit, prenez l'avion. Swissair et votre agence de voyages IATA se feront un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.

